

MASTER

Mention : Droit des libertés

Résumé du référentiel d'activités, de compétences et d'évaluation

REFERENTIEL D'ACTIVITES	REFERENTIEL DE COMPETENCES	REFERENTIEL D'EVALUATION
<ul style="list-style-type: none"> - Conseil juridique sur les droits de l'Homme, dont le droit des minorités, à destination des administrations, des entreprises ou des institutions - Veille juridique en matière de libertés publiques et de droits fondamentaux - Formation, notamment dans des ONG et associations, auprès des administrations publiques, entreprises et groupes d'intérêts - Conseil et réalisation de médiations lors de différends internes ou externes impliquant le droit des libertés - Montage et suivi de dossiers contentieux, de plaintes ou de communications en matière de droit des libertés - Plaidoyer et représentation des groupes d'intérêts 	<p><i>Compétences transversales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention - Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine - Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale - Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines - Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux - Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation - Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère - Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif 	<p>Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances, compétences et blocs de compétences constitutifs du diplôme. Ces éléments sont appréciés soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés. Chaque ensemble d'enseignements à une valeur définie en crédits européens (ECTS). Pour l'obtention du grade de Master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 crédits ECTS au-delà du grade de licence.</p>

REFERENTIEL D'ACTIVITES	REFERENTIEL DE COMPETENCES	REFERENTIEL D'EVALUATION
	<ul style="list-style-type: none"> - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles <p><i>Compétences spécifiques</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyser les enjeux d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer le droit applicable - Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre - Appliquer les méthodologies du droit des libertés à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente - Concevoir, à destination des particuliers, entreprises ou pouvoirs publics, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des libertés afin d'éclairer leurs actions - Participer à la définition de politiques, de législations et de réglementations nationales en conformité avec le droit des libertés afin de garantir leur bonne mise en œuvre - Traiter les informations émanant de sources du droit des libertés afin de les intégrer aux données provenant d'autres sources - Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit des libertés - Analyser la jurisprudence nationale, internationale et européenne afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte - Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit des libertés - Identifier les différentes sources d'information nationales, internationales et européennes afin de réaliser une veille juridique complète - Suivre le fonctionnement des institutions nationales, internationales et européennes pour en maîtriser les enjeux - Utiliser de manière appropriée le vocabulaire technique lié aux organisations internationales et européennes - Procéder à l'articulation des normes de divers ordres juridiques - Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts 	

REFERENTIEL D'ACTIVITES	REFERENTIEL DE COMPETENCES	REFERENTIEL D'EVALUATION
	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer des stratégies juridiques pour l'entité - Travailler en équipe pour gérer un projet juridique - Maîtriser l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte - Procéder à une veille juridique générale et sectorielle - Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité - Identifier des outils de prévention et gestion des risques de violation des libertés et les mettre en œuvre - Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger les libertés - Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin de la conseiller et d'orienter la prise de décision - Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins - Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options) - Identifier le régime juridique interne, international et européen des différents actes aux fins de leur élaboration - Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties - Participer à la définition d'une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité - Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité - Rédiger des actes juridiques - Sélectionner le forum et le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques, juridictions européennes et internationales) en vue de la résolution du litige - Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend - Contribuer à l'élaboration d'une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité - Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse - Rédiger les mémoires à l'appui de recours devant les instances nationales, européennes et internationales <p><i>Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.</i></p>	